

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

Conseil d'administration

Séance du 24 mai 2022

Délibération n°4.1

Le 24 mai 2022, le Conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 29

Membres représentés (procuration) : 5

Quorum : 19

Point 4 – Gouvernance

Délibération 4.1 - Création du Comité Social d'Administration de l'Institut Agro et de sa formation spécialisée

Visa :

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu l'article 4 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu l'article L. 951-1-1 du Code de l'éducation ;

Vu l'article 10 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique en date du 20 mai 2022 ;

Exposé des motifs :

L'article 4 de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a créé une instance unique, le Comité Social d'Administration (CSA), dans la fonction publique d'Etat, née de la fusion du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Les compétences de cette nouvelle instance de dialogue social s'inscrivent autour de 4 axes :

- l'organisation et le fonctionnement des services, qui incluent les réorganisations de services, y compris pour les questions de santé, d'hygiène, de sécurité, d'organisation et de conditions de travail ;
- les grandes orientations stratégiques sur les questions de politiques RH que sont notamment la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois, des compétences et des parcours professionnels, le recrutement, la formation, la mobilité, la promotion, les enjeux et les politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, ainsi que sur les projets de statuts particuliers ;
- l'examen des lignes directrices de gestion en matière de mobilité et de promotion et de valorisation des parcours professionnels, dont la mise en œuvre fait l'objet d'un bilan présenté devant le comité social ;
- les questions en matière de protection de la santé physique et mentale, d'hygiène, de sécurité des agents dans leur travail, d'organisation du travail et d'amélioration des conditions de travail qui couvrent à la fois les attributions consultatives et les compétences (enquête, expertise, visites de site) exercées actuellement par les CHSCT.

En outre, au sein des établissements publics dépassant 200 agents, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail devra également être créée au sein des CSA.

L'article L. 951-1-1 du code de l'éducation précise que le CSA et la formation spécialisée doivent être créés, au sein de chaque établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, par une délibération du conseil d'administration.

L'article 10 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat précise la possibilité de créer des formations spécialisées de service, lorsque sa création est justifiée par l'existence de risques professionnels particuliers propres à une partie

des services de l'administration, de l'autorité ou de l'établissement public. Ces formations spécialisées d'école, pour ce qui nous concerne, sont instituées par le conseil d'administration, autorité compétente pour créer le comité social d'administration auquel les formations spécialisées sont rattachées. L'acte de création indique le comité social d'administration de rattachement.

Par ailleurs, compte tenu de l'attente forte exprimée par les élus du CT de l'Institut Agro pour la mise en place de CSA spéciaux au niveau des écoles, la direction générale de l'Institut Agro s'engage, dans le respect de la réglementation, à poursuivre les échanges et à mettre cette demande à l'ordre du jour du CSA de l'Institut Agro.

Dès lors, il convient :

- dans un premier temps de créer le CSA de l'Institut Agro et ses formations spécialisées (compétence du CA)
- dans un second temps, de consulter le CSA de l'Institut Agro sur la création de CSA spéciaux dans les écoles qui interviendra sur décision de la directrice générale. Cette décision fixera la composition et les modalités de désignation de ces CSA spéciaux (élections spécifiques, désignation par les organisations syndicales représentatives...)

Le comité technique de l'institut Agro s'est prononcé unanimement en faveur de la création de ces trois instances avec l'ajout du paragraphe suivant : « Les élus du CT de l'Institut Agro souhaitant la mise en place de CSA spéciaux au niveau des écoles, la direction générale de l'Institut Agro s'engage, dans le respect de la réglementation, à poursuivre les échanges dès la création du CSA de l'Institut Agro et à le mettre à l'ordre du jour de la première réunion de cette Instance. Dans l'attente de l'avis du CSA Institut sur la création des CSA école, des instances de dialogue social transitoires au niveau des écoles fonctionnant sur la configuration des anciens CT des écoles sont maintenues. »

Il est donc proposé au Conseil d'administration de créer :

- le Comité Social d'Administration de l'Institut Agro et sa formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail en son sein qui lui est rattachée, présidés par la Directrice générale ou son représentant. Il est proposé au CA de retenir 10 représentants du personnel titulaires et 10 représentants du personnel suppléants.
- la création d'une formation spécialisée par école : la formation spécialisée de l'Institut Agro Dijon, la formation spécialisée de l'Institut Agro Montpellier et la formation spécialisée de l'Institut Agro Rennes-Angers qui seront rattachées au Comité Social d'Administration de l'Institut Agro et seront présidées par le directeur d'école ou son représentant. Conformément à l'article 16 du décret 2020-1427 du 20 novembre, il est proposé au conseil de retenir 7 représentants du personnel titulaires et 7 représentants du personnel suppléants par formation spécialisée. La création de ses formations spécialisées est nécessaire compte tenu de l'éloignement géographique de ces écoles, de leur configuration différente nécessitant des mesures particulières pour assurer la sécurité de ses personnels et des étudiants et des activités spécifiques notamment en matière de recherche.

Le règlement intérieur de ces instances précisera leurs modalités de fonctionnement.

ADOPTÉ : à 33 voix pour
 à 0 voix contre
 à 1 abstention

Conformément aux propositions ci-dessus, le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 24 mai 2022, décide la création du Comité Social d'Administration de l'Institut Agro et de sa formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail en son sein institués auprès de la Directrice générale de l'Institut Agro ainsi que la création de trois formations spécialisées, une par école (l'Institut Agro Dijon, l'Institut Agro Montpellier et l'Institut Agro Rennes-Angers) présidées par le directeur de l'école concernée et qui seront rattachées au Comité Social d'Administration de l'Institut Agro.

Fait à Paris, le 24 mai 2022

**Le Président du Conseil d'administration,
Dominique Chargé**